

GARDES COMMUNAUX, PATRIOTES ET GLD :

«Tous unis contre le projet de Madani Mezrag»

Réunis ce vendredi au siège du MDS à Alger, des représentants des gardes communaux, des patriotes et des GLD ont débattu de plusieurs points liés à l'actualité nationale, dont la dernière sortie médiatique et politique du «sanguinaire» Madani Mezrag.

Ainsi, et selon le porte-parole du Mouvement national pour la cause des gardes communaux et de lutte contre le terrorisme, les présents ont tenu à faire l'état des lieux depuis les événements d'avril 1980 et l'assassinat du militant Amzal Kamel, puis la naissance du premier maquis islamiste de Mustapha Bouali en 1985, avant d'arriver aux événements du 5 octobre qui étaient fomentés par le pouvoir politique de l'époque pour changer de cap du socialisme dirigé vers une économie ultralibérale ; une économie qui sied parfaitement aux islamistes.

Aussi, la création du FIS en 1990 est considérée par les présents comme le premier acte de la violation de la Constitution et depuis, le pays n'a cessé de payer les erreurs et les errements de nos gouvernements respectifs, jusqu'à aujourd'hui en passant bien sûr par la décennie noire, pour laquelle tous les nationalistes se sont rassemblés pour la sauvegarde de la République.

Aussi, «aujourd'hui et après les engagements héroïques des forces de sécurité tous corps confondus, aidées en cela par les authentiques enfants de la République qui ont accepté de prendre les armes pour la sauvegarde de l'Algérie et lutter contre ce terrorisme aveugle qui ravageait le pays, l'engagement des gardes communaux, des patriotes et des groupes de légitime défense, a été salué en son temps puisque, c'est grâce aux sacrifices suprêmes de tous ces meilleurs enfants de l'Algérie appartenant à tous ces corps de sécurité et ses corps auxiliaires que le pays a réussi à gagner la guerre du terrorisme», dira entre autre Aliouat Lahlou qui rappellera que «le combat aujourd'hui doit être mené contre le projet véhiculé par le sanguinaire Madani Mezrag» et c'est pour cela que tous ceux qui s'étaient dressés contre le projet intégriste des années 1990 et qui ont lutté contre le terrorisme, ont décidé d'aller vers une conférence nationale contre le terrorisme.



Les gardes communaux se dressent contre le projet de Mezrag.

«Il s'agit pour nous de montrer qu'aujourd'hui, la lutte antiterroriste reste la lutte contre le projet que ces terroristes vaincus militairement sur le terrain, sont en train de faire pour traduire leur échec par une victoire en essayant de créer un parti politique», dira notre interlocuteur qui s'élève contre l'introduction de la réconciliation nationale dans la future Constitution car, «cela voudra dire qu'il n'y a ni vainqueurs ni vaincus dans la guerre qu'a

menée le pays contre le terrorisme.

Qu'il s'agissait d'une guerre civile alors que c'est faux, le pays n'était pas dans une guerre civile ; il y avait bel et bien des institutions qui fonctionnaient à merveille et un peuple qui était debout et qui luttait contre les terroristes porteurs d'un projet de société rétrograde ; voilà la réalité».

Pour Aliouat Lahlou, «introduire aujourd'hui le volet de la réconciliation nationale dans la Constitution voudra

dire simplement que le pays a abdiqué face aux terroristes intégristes. Cela nous le refusons et nous disons que tant que ces sanguinaires n'ont pas demandé le pardon auprès de leurs victimes en présence d'un comité de sages qu'il faudrait installer, il n'y aura pas de réconciliation. Heureux pour ces sanguinaires que le peuple les ait laissés tranquilles à revivre normalement avec leurs familles dans la société...».

Enfin, et tout en rappelant leur combat pour que soit, au contraire, inscrites en lettres d'or dans la nouvelle Constitution, la légitimité de la lutte antiterroriste et la reconnaissance de la nation aux victimes et aux martyrs de cette lutte antiterroriste, Aliouat Lahlou dira que lors de la réunion, il a été également débattu la dernière sortie médiatique de Madani Mezrag et ses menaces contre le président de la République. Aussi, et tout en rappelant que cet individu qui a proféré ces menaces était un jour reçu officiellement comme une personnalité nationale, le porte-parole des gardes communaux dira que «le bon sens aurait été d'attaquer en justice d'abord cet énergumène qui a proféré de telles menaces avant de s'attaquer au média».

Y. Y.

AMAR GHOUL DEVANT LES CADRES DE SON PARTI LE TAJ :

«La révision de la Constitution aura lieu très prochainement»

Dans un discours-meeting de plus d'une heure, Amar Ghoul s'est longuement étalé sur la prochaine révision de la Constitution, hier, à l'occasion de l'ouverture de la réunion des secrétaires de wilaya de son parti le TAJ à Alger. «Le dernier communiqué de la présidence de la République a été très clair à ce sujet. La révision de la Constitution aura lieu prochainement. Et j'invite les spécialistes de la langue à nous donner la signification exacte du mot prochainement», ironisera-t-il au passage.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Amar Ghoul parlait bien sûr du communiqué de la présidence rendu public jeudi en début d'après-midi. «Tout le monde attend la nouvelle Constitution. Et à ce propos, je vous affirme, et je suis responsable de mes propos, que la porte demeure ouverte à tous, même si la révision est très proche. Oui, la porte demeure ouverte à tous ceux qui souhaiteraient enrichir, d'une manière directe ou indirecte, le projet en question.»

Le ministre du Tourisme qu'est également Amar Ghoul avance cette proposition car il sait très bien que, depuis quelques jours, Bouteflika a recomposé de façon profonde le groupe restreint chargé de travailler sur la nouvelle Constitution en intronisant, entre autres, Gaïd Salah à la place du général Toufik et en donnant, en outre, instruction de tout revoir par rapport au texte initial, celui préparé par le premier groupe des Quatre (Ouyahia, Sellal, Bessaïeh et Toufik). «Notre parti, TAJ, poursuit Ghoul, a entière confiance en la personne du Président Bouteflika qui va présenter un texte consensuel».

L'orateur ira même jusqu'à donner un autre détail. C'était lorsqu'il parlait de l'opposition, de ce qu'il appelait «certains hommes politiques qui, juste pour s'emparer du pouvoir, ont considérablement rabaissé le niveau ! Pourquoi s'impatientent-ils ? Celui qui veut gouverner, qu'il sache qu'en vertu de la nouvelle Constitution, le vainqueur des élections législatives prendra le gouvernement et les législatives ce sera en 2017. Qu'ils patientent alors une année au moins !

Commentant toujours le même communiqué de la présidence, Amar Ghoul fera siennes les justifications et les explications qu'il contient par rapport aux changements opérés à la tête

du DRS. «Vous convenez, vous les journalistes, qu'avant même ce communiqué, nous avons, ici même, fourni les mêmes réponses, les mêmes expli-

cations qui concordent avec ledit communiqué. Il faut cesser de spéculer sur ces changements qui s'inscrivent dans l'ordre naturel des choses (...) Il faut éviter ce genre de commentaires, de lectures irresponsables qui sont de nature à menacer la stabilité du pays et de basculer l'Algérie dans les marécages de ce qu'on appelle le printemps sanglant.»

Sur sa lancée, Amar Ghoul ne manquera pas d'ajouter : «Ce communiqué de la présidence a valeur de rappel mais aussi de mise en garde.» Avant d'enchaîner avec un autre sujet : «Ces derniers jours, nous assistons à une

regrettable situation où, malheureusement, d'anciens hauts responsables, civils comme militaires, s'adonnent à des polémiques, des invectives publiques, des prises de position sur d'anciens dossiers, etc. Nous n'avons vraiment pas besoin de cela. Que cessent ces polémiques et ces règlements de comptes ! Que cesse tout ce débalage, sur la place publique, d'anciennes rancœurs d'ordre personnel, de dossiers qui sont de nature à remuer le couteau dans la plaie.»

Amar Ghoul fait sans doute allusion à la récente polémique entre l'ancien ministre de la Défense nationale et

ancien membre du HCE, le général-major Khaled Nezzar avec un ancien cadre de la DGSN. Auparavant, Ghoul s'en était pris également à l'«émir» terroriste Madani Mezrag, sans le nommer : «Nous n'accepterons jamais que quiconque viole la loi sur la réconciliation nationale et nous replonger dans les années d'enfer. Que chacun reste à sa place.»

Par ailleurs, Amar Ghoul a annoncé une université de son parti, le TAJ, qui aura lieu du 29 octobre au 1^{er} novembre au complexe olympique Mohamed-Boudiaf, à Alger.

K. A.

24 HEURES APRÈS L'INCENDIE À L'ENIE DE SIDI-BEL-ABBÈS

Bouchouareb ouvre une enquête et n'écarte pas des sanctions

Acte de sabotage ? Non-respect des normes de sécurité ou simple défaillance technique, ayant provoqué l'incendie ? Trois jours après l'incendie qui a ravagé l'unité d'intégration électronique et l'entrepôt du matériel vétuste de l'Entreprise nationale des industries électrotechniques (ENIE) de Sidi-Bel-Abbès, aucune piste n'a été privilégiée par les responsables du département de l'industrie pour situer les responsabilités dans la destruction d'une partie importante de cette entreprise inaugurée en février dernier.

De notre envoyé spécial à Sidi-Bel-Abbès, Abder Bettache

Une scène très émouvante : des travailleurs en pleurs et des femmes suppliant le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Abdesselam Bouchouareb, «d'engager le plus vite possible des travaux pour réhabiliter l'unité incendiée».

C'était hier à l'arrivée de la délégation ministérielle sur les lieux, vingt-quatre heures après l'important incendie qui a réduit en cendres l'unité d'intégration électronique de l'ENIE.

Abdesselam Bouchouareb a refusé d'avancer ou de valider la moindre piste à l'origine de l'incendie. «Laissons le soin aux spécialistes et aux experts en charge de l'enquête de réunir toutes les conditions à même de faire toute la

lumière sur cette affaire et déterminer ainsi l'origine de cet incident», a-t-il répondu aux journalistes, lors de son point de presse organisée au siège de la Wilaya. Mais avant sa rencontre avec les journalistes, le ministre de l'Industrie et des Mines a effectué un déplacement sur les lieux de l'incendie. Sur place, la délégation ministérielle a pu constater la gravité de l'incident et ses conséquences. A son arrivée au siège du complexe ENIE, Abdesselam Bouchouareb, accompagné du wali de Sidi-Bel-Abbès, a été approché par les nombreux travailleurs et travailleuses du complexe, notamment ceux en fonction au niveau de l'unité incendiée, pour lui demander «de faire toute la lumière sur cet incendie mais aussi d'engager le plus vite possible des travaux de réfection et de réhabilitation».

25 camions-citernes mobilisés

Aussitôt, le ministre de l'Industrie et des Mines improvise un discours et déclare que «son département ainsi que le gouvernement sont solidaires des travailleurs et nous ne ménagerons aucun effort pour procéder à la réhabilitation de l'unité incendiée».

Pour rappel, l'incendie qui s'est déclaré au niveau de l'usine de l'Entreprise nationale des industries électroniques de Sidi-Bel-Abbès a été maîtrisé, vendredi à 2 heures du matin, après la mobilisation de quelque 140 éléments de ses services, appuyés par d'importants moyens matériels.

L'intervention rapide des pompiers au niveau de cette installation a permis de réduire les dégâts», a-t-on appris sur place. La Direction de la Protection civile avait mobilisé 25 camions-citernes, 8 véhicules d'intervention tout-terrain, 10 ambulances, 3 véhicules de commandement et une échelle mécanique. Lors de son point de presse, le ministre de l'Industrie a salué les efforts des éléments de la Protection civile mais aussi les «travailleurs du complexe qui se sont mobilisés pour apporter aide et assistance aux équipes en charge d'éteindre l'incendie».

Sanctions en vue

Il n'en demeure que la principale question qui reste pour le moment posée en attendant les conclusions de l'enquête des services de sécurité est celle relative à l'origine de cet incendie.

Sur ce plan, le ministre promet qu'une fois les responsabilités déterminées, «des mesures disciplinaires seront prises». Il y a lieu de noter que l'incendie s'est d'abord déclaré dans un hangar de stockage renfermant des produits morts et des produits inflammables avant de se propager à l'usine d'intégration électronique, jouxtant le lieu du sinistre.

«La chaîne de production n'a pas été affectée et selon nos premières constatations, des équipements sont récupérables et des salles blanches ont été partiellement endommagées. Ceci n'influera nullement sur son fonctionnement», avait souligné le P-dg de cette filiale du groupe ENIE.

L'usine d'intégration électronique a été mise en service en février 2015. Elle produit des cartes-mères destinées à la fabrication de différents produits électroniques.

Elle a nécessité un investissement de l'ordre de 1,2 milliard DA et emploie 380 travailleurs.

A. B.